

DELIBERATION N° 97/04-07 - RECOURS N° 97.235 : AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE

Monsieur REMY, rapporteur, informe l'Assemblée qu'un recours a été déposé au Tribunal Administratif de NANCY, sous le N° 97.235, par le Syndicat FO des Fonctionnaires Territoriaux de LUDRES, concernant le service de la restauration scolaire. Il est demandé l'annulation de la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Septembre 1997, N° 96/09-07 relative à la signature d'un avenant N° 3 au contrat souscrit avec la Générale de Restauration.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 23 voix pour et 6 voix contre :

- d'autoriser Monsieur le Maire à ester en justice,
- de désigner Maître LUISIN, Avocat, pour assurer la défense des intérêts de la Ville de LUDRES,
- d'inscrire les crédits nécessaires au paiement de ses honoraires au budget en cours,
- de prévoir l'encaissement au budget du remboursement des frais par l'assurance "Protection juridique".